



# Non à l'intervention militaire turque en Syrie, contre les Kurdes

Le régime d'Erdogan a engagé les forces militaires turques dans la région frontalière avec la Syrie, pour chasser les forces kurdes et instaurer une « zone tampon » où il veut parquer les réfugiés syriens vivant en Turquie.

Ce plan connu depuis plus d'une année, est en train d'être mis en œuvre, à coups de bombardements des zones contrôlées par les forces kurdes. Erdogan en appelle une nouvelle fois à l'unité nationale, accusant tous ceux qui s'y refusent de faire le jeu des « terroristes » kurdes. Il espère surmonter les grandes difficultés politiques, économiques et sociales qui secouent la Turquie, et neutraliser la contestation sociale qui enfle contre sa politique d'austérité. Il espère aussi « résoudre » ainsi la question des réfugiés syriens, qu'il veut envoyer dans la zone tampon, dans des villes, des bâtiments... que les grands groupes turcs pourraient construire...

Erdogan et Trump ont eu un entretien préalable : selon Trump, le temps était venu de retirer les forces US de cette région, car, toujours selon lui, l'Etat islamique avait été complètement vaincu et parce que les USA devaient sortir des « ridicules guerres sans fin » et rapatrier leurs soldats. Quant aux forces kurdes, il reconnaissait qu'elles avaient joué un rôle dans la guerre contre l'EI, mais qu'elles avaient reçu beaucoup d'argent et de matériel pour cela, de la part des USA, qui étaient donc quitte de partir.

Arrêtons là ce tombeau de mensonges et de cynisme !

La décision de Trump a soulevé de très nombreuses réactions et de critiques au sein même du parti républicain, allant de la dénonciation de « la tache sur l'honneur de l'Amérique » que l'abandon du soutien aux forces kurdes entraînera, à la crainte de voir « la Russie et l'Iran » tirer partie d'un retrait précipité, ce qui est une évidence. Poutine y voit une occasion de renforcer l'influence de la Russie dans la région, notamment en poussant les forces kurdes à se rapprocher du gouvernement syrien, une position qu'il n'a cessé de promouvoir depuis que les USA ont réduit leur présence en Syrie.

Les gouvernements européens se disent très préoccupés par la décision de retrait US et par la perspective de voir s'échapper des centaines de combattants de l'EI, ressortissants de leurs pays, prisonniers jusque là des forces kurdes. Ils s'inquiètent aussi de voir Erdogan utiliser les groupes djihadistes qu'il a protégés, comme moyen de pression sur eux.

Macron, qui s'était engagé à soutenir les forces kurdes de Syrie (en envoyant des armes, des troupes spéciales...), gesticule beaucoup à l'ONU, et essaie de faire revenir Trump sur sa décision, pour pouvoir déjà organiser le rapatriement des forces militaires françaises.

Cette situation est d'abord dramatique pour les Kurdes et pour tous les peuples de la région, qui subissent les effets de la guerre que l'impérialisme US et ses alliés ont engagé en Syrie.

Le cynisme des dirigeants des puissances impérialistes engagées dans cette guerre n'a pas de limite.

Le régime réactionnaire et de plus en plus répressif d'Erdogan, qui s'est engagé dans une guerre d'annexion d'une vaste zone de la Syrie, cherche sa survie dans cette fuite en avant.

Il s'agit de tirer les leçons jusqu'au bout de cette situation. La première, c'est que le système impérialiste et les puissances impérialistes sont les ennemis irréductibles des peuples et qu'il faut toujours s'opposer à leurs ingérences et leurs guerres.

Paris, 11 octobre 2019

**Parti Communiste des Ouvriers de France**